

Rôle d'évaluation à Sept-Îles

## Des citoyens mécontents

Mise à jour le mardi 16 février 2010 à 11 h 51



Ville de Sept-Îles.

À Sept-Îles, des dizaines de résidents sont mécontents à propos du dernier rôle d'évaluation de la Ville. Selon eux, la nouvelle évaluation impose un fardeau supplémentaire à la classe moyenne.

Selon le calcul des résidents, les propriétaires de grosses maisons, celles de plus de 500 000 \$, profitent d'une diminution de taxes de près de 12 %. À l'opposé, les propriétaires de maisons plus modestes valant moins de 100 000 \$ subissent une hausse de 17 %.

Avec le nouveau rôle d'évaluation, certaines résidences ont doublé de valeur.

Cette situation qui n'a aucun sens, selon le porte-parole des citoyens mécontents, Robert Bellavance. Il demande au maire d'agir. « Des millionnaires là, il n'y en a pas une tonne à Sept-Îles du monde qui ont de l'argent [...] Il va toujours y en avoir moins que des travailleurs. Donc, on va toujours exempter ces gens-là de payer leur juste part parce que leurs maisons se vendent moins? Il n'y a pas acheteur pour des maisons démesurées », lance M. Bellavance.

Ce dernier trouve inacceptable que seul le marché dicte les évaluations résidentielles. À son avis, il faudrait tenir compte de l'âge des maisons et des rénovations à y faire.



Serge Lévesque, maire de Sept-Îles. (archives)

### **La réponse de la Ville**

Le maire, Serge Lévesque, réplique que la dépréciation est un critère surtout appliqué aux propriétés industrielles. « La loi est faite tel qu'on la connaît et on se doit comme organisme municipal d'appliquer la loi à la lettre. La seule latitude que nous avons, c'est de moduler le taux de taxation, ce que nous avons fait d'ailleurs à la baisse et de façon importante », explique-t-il.

Sept-Îles n'entend pas contester la méthodologie utilisée par les firmes d'évaluation. Elle se dit néanmoins prête à partager l'inquiétude de sa population avec l'Union des municipalités du Québec.

De leur côté, les citoyens mécontents n'entendent pas en rester là. Ils ont déjà pris contact avec la députée péquiste de la circonscription de Duplessis, Lorraine Richard.